

premiere circonscription				deuxieme circonscription							
<p>Patrice Maury "centre sans étiquette" Patrice Maury "centre sans étiquette"</p>	<p>Ghyslain Domenech Lutte Ouvrière/Ghyslain Domenech Lutte Ouvrière</p>	<p>Eisa BOUGEARD, Sylvain LE GUILLOUX Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV Eisa BOUGEARD, Sylvain LE GUILLOUX Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV</p>	<p>sans réponse de : Aurélien Pradié - (LR) Rémi Branco - (gauche republicaine "dissident PS") Frédérique Sallinen (P Animaliste) Florent Stumm (republique souveraine)sans réponse de : Aurélien Pradié - (LR) Rémi Branco - (gauche republicaine "dissident PS") Frédérique Sallinen (P Animaliste) Florent Stumm (republique souveraine)</p>	<p>Non contacté : Eendrine Couturier (ED) Monique Goussu (ED) Frédéric Gérard (SE) faute de coordonnées Non contacté : Eendrine Couturier (ED) Monique Goussu (ED) Frédéric Gérard (SE) faute de coordonnées</p>	<p>Marie-Michèle Viau Lutte Ouvrière/Marie-Michèle Viau Lutte Ouvrière</p>	<p>Frédéric Barbier Damiette "liste citoyenne" Frédéric Barbier Damiette "liste citoyenne"</p>	<p>Roland Astoul "candidat libre et sans étiquette" Roland Astoul "candidat libre et sans étiquette"</p>	<p>Bruno Lucas Fédération de la Gauche républicaine (Gauche Républicaine et sociale, Radicaux de gauche, MRC, ...) Bruno Lucas Fédération de la Gauche républicaine (Gauche Républicaine et sociale, Radicaux de gauche, MRC, ...)</p>	<p>Aïnin Millard Candidat du POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique) Aïnin Millard, Candidat du POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique)</p>	<p>sans réponse de : Huguette Tiagna - LREM Christophe Proença -dissident PS sans réponse de : Huguette Tiagna - LREM Christophe Proença -dissident PS</p>	<p>Non contacté : Armelle le Gloannec (ED) Stanislas Salauze (ED) Louis Bontemps - (LR) non contacté faute de coordonnées Alexis Forestié ("gauche modérée" non contacté faute de coordonnées Non contacté : Armelle le Gloannec (ED) Stanislas Salauze (ED) Louis Bontemps - (LR) non contacté faute de coordonnées Alexis Forestié ("gauche modérée" non contacté faute de coordonnées</p>
<p>Non, j'aimerais pouvoir dire oui, mais cela représenterait une augmentation immédiate de plus de 21% que les petites et moyennes entreprises n'auront pas la capacité de mettre en œuvre. Il faut une négociation au cas par cas. Imposer une telle augmentation pour tous entraînera des conséquences économiques négatives en termes de créations d'emplois. Cependant je reste favorable à une augmentation du SMIC de manière à compenser à minima la hausse de l'inflation, c'est un sujet essentiel.</p>		<p>Nous voulons instaurer un SMIC à 2000 euros bruts et 1500€ nets dès le mois de juillet et organiser une conférence sociale générale sur les salaires ainsi que dans chaque branche. Les questions qui devront être abordées concernent notamment les augmentations de salaires, les écarts de salaires (limiter l'écart de 1 à 20 entre le salaire le plus bas et celui le plus haut dans une entreprise), la répartition de la valeur (somme consacrée aux revalorisations salariales au moins égale à la croissance du retour à l'actionnaire), l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la formation, les parcours professionnels et les conditions de travail, la revalorisation du traitement des fonctionnaires et le dégel du point d'indice.</p>		<p>Nous voulons instaurer un SMIC à 2000 euros bruts et 1500€ nets dès le mois de juillet et organiser une conférence sociale générale sur les salaires ainsi que dans chaque branche. Les questions qui devront être abordées concernent notamment les augmentations de salaires, les écarts de salaires (limiter l'écart de 1 à 20 entre le salaire le plus bas et celui le plus haut dans une entreprise), la répartition de la valeur (somme consacrée aux revalorisations salariales au moins égale à la croissance du retour à l'actionnaire), l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la formation, les parcours professionnels et les conditions de travail, la revalorisation du traitement des fonctionnaires et le dégel du point d'indice.</p>			<p>Non plutôt 1900€ brut</p>	<p>Oui, dans le cadre d'une vaste conférence salariale et d'une réforme fiscale mettant à contribution tous les revenus (ISF)Oui, dans le cadre d'une vaste conférence salariale et d'une réforme fiscale mettant à contribution tous les revenus (ISF)</p>	<p>hous sommes favorables l'instauration immédiate d'un SMIC à 2000€ brut.</p>		
<p>Non, j'aimerais encore pouvoir dire oui mais il faut rester réaliste, les retraites doivent progresser de manière concertée et raisonnée, ne pas permettre ce que l'on ne pourra pas tenir. De la manière que pour le SMIC, je reste favorable à une augmentation des retraites de manière à compenser à minima la hausse de l'inflation. Non, j'aimerais encore pouvoir dire oui mais il faut rester réaliste.</p>		<p>Notre projet repose sur un ensemble de mesures qui doivent permettre une répartition des richesses équitable et faire en sorte que plus personne ne soit contraint de vivre au-dessous du seuil de pauvreté. Au niveau des retraites il s'agit de permettre à toutes et tous de pouvoir prendre sa retraite à 60 ans à taux plein, de revaloriser immédiatement le minimum vieillesse (ASPA) au niveau de 1063 euros et de le "déconjugaliser" et de revoir le mode de prise en compte des trimestres de cotisations. Notre projet repose sur un ensemble de mesures qui doivent permettre une répartition des</p>		<p>Notre projet repose sur un ensemble de mesures qui doivent permettre une répartition des richesses équitable et faire en sorte que plus personne ne soit contraint de vivre au-dessous du seuil de pauvreté. Au niveau des retraites il s'agit de permettre à toutes et tous de pouvoir prendre sa retraite à 60 ans à taux plein, de revaloriser immédiatement le minimum vieillesse (ASPA) au niveau de 1063 euros et de le "déconjugaliser" et de revoir le mode de prise en compte des trimestres de cotisations. Notre projet repose sur un ensemble de mesures qui doivent permettre une répartition des</p>			<p>Non, car excede l'ASPA qui doit être portée à 1000€ et la retraite minimum devrait être amandée à 1100€</p>	<p>Oui, dans le cadre d'une vaste conférence salariale et d'une réforme fiscale apportant plus de progressivité et des taux importants pour les plus hauts revenus</p>	<p>hous sommes aussi favorables au minimum de pension à 2000€ brut.</p>		
<p>Non, tout comme le smic à 2000€ bruts, les conséquences économiques d'un bond de plus de 21 % risquent d'être désastreuses. Augmenter les salaires oui mais dans le cadre de négociations, pas imposé de manière unilatérale, il faut rester crédible, tous les secteurs d'activité ne pourront pas se le permettre. Je le répète, je suis favorable à une augmentation permettant de compenser à minima la hausse de l'inflation pour l'ensemble des salaires.</p>		<p>La conférence sociale générale sur les salaires ainsi que dans chaque branche, abordera la question des augmentations de salaires, notamment pour les métiers occupés majoritairement par des femmes dans les secteurs du soin, du lien et du contact. Aucun salaire de pourra être inférieur au SMIC (2000 euros bruts soit 1500 euros nets). Par ailleurs, nous créerons une garantie dignité, les revenus et les minima sociaux de chacune et chacun seront complétés pour permettre à toute personne résidant en France d'atteindre le seuil de pauvreté, soit 1063 € pour une personne seule actuellement.</p>		<p>La conférence sociale générale sur les salaires ainsi que dans chaque branche, abordera la question des augmentations de salaires, notamment pour les métiers occupés majoritairement par des femmes dans les secteurs du soin, du lien et du contact. Aucun salaire de pourra être inférieur au SMIC (2000 euros bruts soit 1500 euros nets). Par ailleurs, nous créerons une garantie dignité, les revenus et les minima sociaux de chacune et chacun seront complétés pour permettre à toute personne résidant en France d'atteindre le seuil de pauvreté, soit 1063 € pour une personne seule actuellement.</p>			<p>Non, ce vote doit être négocié entre entreprise, salariés et syndicats. Pour être viable il faut absolument revoir les assiettes des assurances sociales.</p>	<p>Oui, dans le cadre d'une vaste conférence salariale et d'une réduction des écarts de revenus limitée selon une proportion à définir</p>	<p>hous sommes aussi favorables à la revalorisation immédiate de tous les salaires dans le public, le privé ainsi que des minima sociaux indexés sur un SMIC à 2000€. nous sommes aussi favorables à la revalorisation immédiate de tous les salaires dans le public, le privé ainsi que des minima sociaux indexés sur un SMIC à 2000€.</p>		
<p>Non, cette mesure peut paraître de bon sens mais ce n'est pas si simple. En effet cela risque de créer un mécanisme qui a pour effet pervers de favoriser l'inflation. Des compensations ciblées me semblent plus adaptées ainsi que des négociations annuelles branches par branches, l'inflation doit être maîtrisée et non encouragée. Pour autant, les négociations salariales doivent prendre en compte le niveau d'inflation, bien entendu.</p>		<p>Le redémarrage de l'inflation de ces derniers mois a généré une perte de pouvoir d'achat pour de nombreux ménages et montré une nouvelle fois la nécessité d'une indexation des revenus du travail et des minima sociaux sur l'inflation. Nous y veillerons</p>		<p>Le redémarrage de l'inflation de ces derniers mois a généré une perte de pouvoir d'achat pour de nombreux ménages et montré une nouvelle fois la nécessité d'une indexation des revenus du travail et des minima sociaux sur l'inflation. Nous y veillerons</p>			<p>Oui, sous réserve qu'elle ne génère elle-même pas d'inflation.</p>	<p>Oui, à condition que cela n'alimente pas l'inflation, sinon faudra trouver d'autres mécanismes notamment pour lutter contre l'inflation spéculative</p>	<p>Nous sommes favorables à l'indexation minimale des salaires sur l'indice INSEE et des pensions sur la moyenne des salaires. Nous sommes favorables à l'indexation minimale des salaires sur l'indice INSEE et des pensions sur la moyenne des salaires.</p>		
<p>Non, l'indemnisation en cas de perte d'emploi doit permettre à chacune et à chacun de traverser une période difficile tout en étant accompagné vers le retour à l'emploi. Toutefois instaurer un système qui maintiendrait le salaire précédent aurait encore pour effet pervers de ne pas favoriser le retour à l'emploi et surtout serait rapidement intenable économiquement. Nous devons accompagner les personnes privées d'emploi, les former, prévoir des dispositifs adaptés à chacune et chacun, toujours dans le cadre de négociations mais ne pas laisser à penser qu'une allocation chômage compenserait intégralement la perte d'emploi</p>		<p>Nous rétablirons une assurance-chômage protectrice et reviendrons sur la réforme Macron et les situations injustes et indignes dans lesquelles elle a plongé les salariés privés d'emploi. Les chômeurs doivent être indemnisés à hauteur de leur perte de revenu et donc de leurs derniers salaires grâce à une assurance calculée à partir du premier jour de travail. Nous ferons la sécurité sociale professionnelle pour assurer la continuité des droits personnels (à la formation, aux congés...), hors du contrat de travail, et les transférer d'un contrat à l'autre. Garantir le maintien du revenu en cas de reconversion ou de formation, intégrer les périodes de stages et d'apprentissage dans la sécurité sociale professionnelle (ancienneté, congés, formation) et nous donnerons à chaque salarié le droit à 36 heures de formation par an, librement utilisables dans le domaine de son choix. Nous rétablirons une assurance-chômage protectrice et reviendrons sur la réforme Macron et les situations injustes et indignes dans</p>		<p>Nous rétablirons une assurance-chômage protectrice et reviendrons sur la réforme Macron et les situations injustes et indignes dans lesquelles elle a plongé les salariés privés d'emploi. Les chômeurs doivent être indemnisés à hauteur de leur perte de revenu et donc de leurs derniers salaires grâce à une assurance calculée à partir du premier jour de travail. Nous ferons la sécurité sociale professionnelle pour assurer la continuité des droits personnels (à la formation, aux congés...), hors du contrat de travail, et les transférer d'un contrat à l'autre. Garantir le maintien du revenu en cas de reconversion ou de formation, intégrer les périodes de stages et d'apprentissage dans la sécurité sociale professionnelle (ancienneté, congés, formation) et nous donnerons à chaque salarié le droit à 36 heures de formation par an, librement utilisables dans le domaine de son choix. Nous rétablirons une assurance-chômage protectrice et reviendrons sur la réforme Macron et les situations injustes et indignes dans</p>			<p>Non, pas d'abrogation générale, mais la méthode mais la méthode de calcul sur les 12 derniers mois doit être reconsidérée car elle affecte les saisonniers et les empêche un retour à l'emploi.</p>	<p>Oui, par ailleurs, il faut lutter contre le chômage par la réindustrialisation du pays avec le soutien de l'Etat</p>	<p>oui</p>		
<p>Oui, c'est toutefois le cas aujourd'hui dans de nombreuses entreprises, il faut rester vigilant avec celles et ceux qui n'en tiendraient pas compte, ce serait injuste et démotivant</p>		<p>Les conférences sur les salaires que nous mettrons en place devront aborder cette question de la formation et du parcours professionnels (qualification-expérience), des conditions de travail et de l'égalité salariale femmes-hommes</p>		<p>Les conférences sur les salaires que nous mettrons en place devront aborder cette question de la formation et du parcours professionnels (qualification-expérience), des conditions de travail et de l'égalité salariale femmes-hommes</p>			<p>Oui, cela me paraît d'une évidence que je pensais acquise</p>	<p>Oui, ce doit être déjà le cas, mais plus urgent est la prise en compte de la pénibilité et de la dangerosité pour la santé et les risques d'accidents</p>	<p>hous sommes favorables à des grilles de salaires qui respectent les conventions collectives et les statuts. nous sommes favorables à des grilles de salaires qui respectent les conventions collectives et les statuts.</p>		

premiere circonscription				deuxieme circonscription							
<p>Patrice Maury "centre sans étiquette" Patrice Maury "centre sans étiquette"</p>	<p>Ghyslain Domenech Lutte Ouvrière Ghyslain Domenech Lutte Ouvrière</p>	<p>Elsa BOUGEARD, Sylvain LE GUILLOUX Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV Elsa BOUGEARD, Sylvain LE GUILLOUX Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV</p>	<p>sans réponse de : Aurélien Pradié - (LR) Rémi Branco - (gauche republicaine "dissident PS") Frédérique Sallinen (P Animaliste) Florent Stamm (republique souveraine) sans réponse de : Aurélien Pradié - (LR) Rémi Branco - (gauche republicaine "dissident PS") Frédérique Sallinen (P Animaliste) Florent Stamm (republique souveraine)</p>	<p>Non contacté : Eendrine Couturier (ED) Monique Goussu (ED) Frédéric Gérard (SE) faute de coordonnées Non contacté : Eendrine Couturier (ED) Monique Goussu (ED) Frédéric Gérard (SE) faute de coordonnées</p>	<p>Marie-Michèle Viau Lutte Ouvrière Marie-Michèle Viau Lutte Ouvrière</p>	<p>Frédéric Barbier Damiette "liste citoyenne" Frédéric Barbier Damiette "liste citoyenne"</p>	<p>Roland Astoul "candidat libre et sans étiquette" Roland Astoul "candidat libre et sans étiquette"</p>	<p>Bruno Lucas Fédération de la Gauche républicaine et sociale, Radicaux de gauche, MRC, ... Bruno Lucas Fédération de la Gauche républicaine et sociale, Radicaux de gauche, MRC, ...</p>	<p>Alain Millard Candidat du POID (Parti Ouvrier Indépendant) Alain Millard, Candidat du POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique)</p>	<p>sans réponse de : Hugette Tiagna - LREM Christophe Proença - dissident PS sans réponse de : Hugette Tiagna - LREM Christophe Proença - dissident PS</p>	<p>Non contacté : Armelle Le Gloannec (ED) Stanislas Salauze (ED) Louis Bontemps - (LR) non contacté faute de coordonnées Alexis Forestié ("gauche modérée") non contacté faute de coordonnées Non contacté : Armelle Le Gloannec (ED) Stanislas Salauze (ED) Louis Bontemps - (LR) non contacté faute de coordonnées Alexis Forestié ("gauche modérée") non contacté faute de coordonnées</p>
<p>Non, de gros progrès ont été faits, il faut poursuivre dans cette direction et surtout renforcer les contrôles mais ne pas toujours surenchéir. Des index de l'égalité professionnelle ont été créés dès 2019, à titre transitoire, les entreprises de plus de 250 et de moins de 1 000 salariés ont eu jusqu'au 1er septembre 2019 pour publier leur premier index de l'égalité professionnelle et celles de 50 à 250 salariés jusqu'au 1er mars 2020. En revanche, les entreprises comptant au moins 1 000 salariés ont dû mettre en œuvre ces obligations (publication de l'index, mise à disposition du CSE, transmission à la DREETS) au plus tard au 1er mars 2019. L'absence de publication de cet index est passible d'une pénalité financière.</p>		<p>Parmi les mesures financées dans le cadre des 1mds affectés à l'égalité femmes-hommes, nous mettrons en place des mesures contraignantes incluant des sanctions financières et pénales (amendes, refus d'attribution de marchés publics) en cas de non-respect du principe d'égalité. Pour cela de nouvelles mesures seront prises avec notamment la création de véritables commissions de contrôle salarié dans les entreprises.</p>		<p>Parmi les mesures financées dans le cadre des 1mds affectés à l'égalité femmes-hommes, nous mettrons en place des mesures contraignantes incluant des sanctions financières et pénales (amendes, refus d'attribution de marchés publics) en cas de non-respect du principe d'égalité. Pour cela de nouvelles mesures seront prises avec notamment la création de véritables commissions de contrôle salarié dans les entreprises.</p>			<p>Oui, à compétence et ancienneté égales, salaires égaux!</p>	<p>Oui</p>			
<p>Non, limiter le financement de la sécurité sociale aux seuls revenus du travail s'avère intenable à moyen terme. Si l'on veut préserver la compétitivité des entreprises, il faut élargir l'assiette des cotisations aux revenus du capital ainsi qu'à la valeur ajoutée des entreprises. Cela permettra de financer une réelle prise en charge des personnes âgées dépendantes promis depuis bien longtemps mais qui n'a pas vraiment vu le jour, c'est une réelle urgence.</p>		<p>Notre projet prévoit d'instaurer le « 100 % Sécu » en remboursant à 100 % les soins de santé prescrits et en intégrant les complémentaires santé dans la Sécurité sociale. L'augmentation des salaires brut permettra ce financement et aussi la prise en charge liée à la perte d'autonomie. Cela s'accompagnera d'autres mesures visant à améliorer les conditions de vie et l'accessibilité des soins comme un contrôle accru des médecins installés en secteur 2 et l'investissement dans le service hospitalier public.</p>		<p>Notre projet prévoit d'instaurer le « 100 % Sécu » en remboursant à 100 % les soins de santé prescrits et en intégrant les complémentaires santé dans la Sécurité sociale. L'augmentation des salaires brut permettra ce financement et aussi la prise en charge liée à la perte d'autonomie. Cela s'accompagnera d'autres mesures visant à améliorer les conditions de vie et l'accessibilité des soins comme un contrôle accru des médecins installés en secteur 2 et l'investissement dans le service hospitalier public.</p>			<p>Non, sur le principe même plutôt d'accord, mais la question du financement doit être réévaluée.</p>	<p>Oui, bien sûr mais sous une gestion paritaire des comptes sociaux</p>			
<p>Oui-non, il faut proposer un pacte pour la ruralité en identifiant clairement les services essentiels et en obtenant un engagement de l'état à les maintenir dans des zones bien définies.</p>		<p>Les services publics de proximité constituent la pierre angulaire d'une société répondant aux besoins de sa population. De nombreux pans d'activité sont concernés et nécessitent d'engager un plan pluriannuel d'investissement et de développement des services publics (transports, éducation, santé, logement, culture). Il est urgent de - reconstruire les établissements de santé publics, notamment les hôpitaux, / -développer un service public des arts et de la culture, /- investir dans la recherche et les sciences, /- développer le service public de la petite enfance, - reconstruire une école globale pour l'égalité des chances et l'émancipation de la jeunesse, /- refonder l'enseignement supérieur. Dans les zones rurales une attention particulière devra porter sur la proximité géographique des services publics, seule à même de garantir leur accessibilité pour toutes et tous. Les services publics de proximité constituent la pierre angulaire d'une société répondant aux besoins de sa population. De nombreux pans d'activité sont concernés et nécessitent d'engager un plan pluriannuel d'investissement et de développement des services publics (transports, éducation, santé, logement, culture). Il est urgent de - reconstruire les établissements de santé publics, notamment les hôpitaux, / -développer un service public des arts et de la culture, /- investir dans la recherche et les sciences, /- développer le service public de la petite enfance, - reconstruire une école globale pour l'égalité des chances et l'émancipation de la jeunesse, /- refonder l'enseignement supérieur. Dans les zones rurales une attention particulière devra porter sur la proximité géographique des services publics, seule à même de garantir leur accessibilité pour toutes et tous.</p>		<p>Les services publics de proximité constituent la pierre angulaire d'une société répondant aux besoins de sa population. De nombreux pans d'activité sont concernés et nécessitent d'engager un plan pluriannuel d'investissement et de développement des services publics (transports, éducation, santé, logement, culture). Il est urgent de - reconstruire les établissements de santé publics, notamment les hôpitaux, / -développer un service public des arts et de la culture, /- investir dans la recherche et les sciences, /- développer le service public de la petite enfance, - reconstruire une école globale pour l'égalité des chances et l'émancipation de la jeunesse, /- refonder l'enseignement supérieur. Dans les zones rurales une attention particulière devra porter sur la proximité géographique des services publics, seule à même de garantir leur accessibilité pour toutes et tous. Les services publics de proximité constituent la pierre angulaire d'une société répondant aux besoins de sa population. De nombreux pans d'activité sont concernés et nécessitent d'engager un plan pluriannuel d'investissement et de développement des services publics (transports, éducation, santé, logement, culture). Il est urgent de - reconstruire les établissements de santé publics, notamment les hôpitaux, / -développer un service public des arts et de la culture, /- investir dans la recherche et les sciences, /- développer le service public de la petite enfance, - reconstruire une école globale pour l'égalité des chances et l'émancipation de la jeunesse, /- refonder l'enseignement supérieur. Dans les zones rurales une attention particulière devra porter sur la proximité géographique des services publics, seule à même de garantir leur accessibilité pour toutes et tous.</p>		<p>Oui, tout les acteurs s'en réclament mais la réalité est bien différente.</p>	<p>Toujours promise, jamais réalisée, ça suffit ! La réduction du périmètre des services publics et leurs transferts aux collectivités territoriales est un facteur de perte d'attractivité pour les territoires ruraux. Les services publics sont la richesse de ceux qui n'ont que leur travail pour subvenir à leurs besoins. Toujours promise, jamais réalisée, ça suffit ! La réduction du périmètre des services publics et leurs transferts aux collectivités territoriales est un facteur de perte d'attractivité pour les territoires ruraux. Les services publics sont la richesse de ceux qui n'ont que leur travail pour subvenir à leurs besoins.</p>	<p>Nous sommes favorables à la remise en place de vrais services de proximité, la réouverture des services fermés et aux créations d'emplois de personnels formés et sous statut. Nous nous prononçons également pour le retour au monopole public des services publics privatisés. Nous sommes favorables à la remise en place de vrais services de proximité, la réouverture des services fermés et aux créations d'emplois de personnels formés et sous statut. Nous nous prononçons également pour le retour au monopole public des services publics privatisés.</p>			

premiere circonscription				deuxieme circonscription									
Patrice Maury "centre sans étiquette" Patrice Maury "centre sans étiquette"	Ghyslain Domenech Lutte Ouvrière Ghyslain Domenech Lutte Ouvrière	Elsa BOUGEARD, Sylvain LE GUILLOUX Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV Elsa BOUGEARD, Sylvain LE GUILLOUX Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV	sans réponse de : Aurélien Pradié - (LR) Rémi Branco - (gauche republicaine "dissident PS") Frédérique Sallinen (P Animaliste) Florent Stumm (republique souveraine) sans réponse de : Aurélien Pradié - (LR) Rémi Branco - (gauche republicaine "dissident PS") Frédérique Sallinen (P Animaliste) Florent Stumm (republique souveraine)	Non contacté : Eendrine Couturier (ED) Monique Goussu (ED) Frédéric Gérard (SE) faute de coordonnées Non contacté : Eendrine Couturier (ED) Monique Goussu (ED) Frédéric Gérard (SE) faute de coordonnées	Thierry GROSSEMY, Patricia GONTIER Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV Thierry GROSSEMY, Patricia GONTIER Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV	Marie-Michèle Viau Lutte Ouvrière Marie-Michèle Viau Lutte Ouvrière	Frédéric Barbier Damiette "liste citoyenne" Frédéric Barbier Damiette "liste citoyenne"	Roland Astoul "candidat libre et sans étiquette" Roland Astoul "candidat libre et sans étiquette"	Bruno Lucas Fédération de la Gauche républicaine (Gauche Républicaine et sociale, Radicaux de gauche, MRC, ...) Bruno Lucas Fédération de la Gauche républicaine (Gauche Républicaine et sociale, Radicaux de gauche, MRC, ...)	Alain Millard Candidat du POID (Parti Ouvrier Indépendant) Alain Millard Candidat du POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique)	sans réponse de : Hugette Tiagna - LREM Christophe Proença -dissident PS sans réponse de : Hugette Tiagna - LREM Christophe Proença -dissident PS	Non contacté : Armelle le Gloannec (ED) Stanislas Salauze (ED) Louis Bontemps - (LR) non contacté faute de coordonnées Alexis Forestié ("gauche modérée") non contacté faute de coordonnées Non contacté : Armelle le Gloannec (ED) Stanislas Salauze (ED) Louis Bontemps - (LR) non contacté faute de coordonnées Alexis Forestié ("gauche modérée") non contacté faute de coordonnées	
oui, bien sûr, c'est un objectif louable, il faut le poursuivre, c'est un sujet qui doit faire consensus.		La relocalisation des activités et la sortie des traités de libre-échange répondent à la fois aux impératifs environnementaux et à la nécessaire autonomie économique de notre pays. Nous créons une Agence pour la relocalisation dépendant du Conseil à la planification écologique, chargée de recenser les secteurs industriels indispensables sur le plan social et environnemental, et d'établir un plan de relocalisation adapté à chaque filière ou production stratégique identifiée. Nous voulons créer 1 million d'emplois grâce à un plan d'investissement massif dans la bifurcation écologique et sociale		La relocalisation des activités et la sortie des traités de libre-échange répondent à la fois aux impératifs environnementaux et à la nécessaire autonomie économique de notre pays. Nous créons une Agence pour la relocalisation dépendant du Conseil à la planification écologique, chargée de recenser les secteurs industriels indispensables sur le plan social et environnemental, et d'établir un plan de relocalisation adapté à chaque filière ou production stratégique identifiée. Nous voulons créer 1 million d'emplois grâce à un plan d'investissement massif dans la bifurcation écologique et sociale				oui, sous réserve de conserver un équilibre d'échange commerciaux.	oui, tenant de la démondialisation (A. Montebourg) et pour la réindustrialisation par un Etat-stratège, nous préconisons une taxe carbone aux frontières de l'Europe pour lutter contre le réchauffement climatique et pour retrouver la compétitivité du Made in FRANCE				
non, ces objectifs sont clairement pris en compte par la majorité des entreprises qui sont responsables pour la plupart d'entre elles. Des objectifs oui mais des exigences budgétaires non, ce n'est pas réalisable et pas transposable pour toutes de la même manière		Les profits des entreprises devront être de manière autoritaire et massive réorientés de la rémunération des actionnaires vers l'outil de production et l'investissement. Les aides financières seront conditionnées au respect de cette orientation des richesses dans le développement de l'outil de production (et aux engagements environnementaux et sociaux) qui feront également partie des clauses des appels d'offre publics.		Les profits des entreprises devront être de manière autoritaire et massive réorientés de la rémunération des actionnaires vers l'outil de production et l'investissement. Les aides financières seront conditionnées au respect de cette orientation des richesses dans le développement de l'outil de production (et aux engagements environnementaux et sociaux) qui feront également partie des clauses des appels d'offre publics.				Oui, sur le principe d'accord mais les modalités doivent être l'objet de discussion avec les entreprises.	Oui, sous la supervision d'un Etat qui définisse les filières stratégiques propres à assurer la souveraineté industrielle et agro-alimentaire du pays				
non, arrêtons d'opposer les pratiques, il faut encourager, favoriser mais ne pas imposer.		Nous travaillerons de manière acharnée au développement d'une activité économique qui réponde aux besoins des populations au plus près de leur lieu de vie et diminuerons ainsi également l'empreinte carbone de nos consommations. Nous prévoyons notamment de créer 300 000 emplois agricoles pour instaurer une agriculture relocalisée, diversifiée et écologique. Nous travaillerons de manière acharnée au développement d'une activité économique qui réponde aux besoins des populations au plus près de leur lieu de vie et diminuerons ainsi également l'empreinte carbone de nos consommations. Nous prévoyons notamment de créer 300 000 emplois agricoles pour instaurer une agriculture relocalisée, diversifiée et écologique		Nous travaillerons de manière acharnée au développement d'une activité économique qui réponde aux besoins des populations au plus près de leur lieu de vie et diminuerons ainsi également l'empreinte carbone de nos consommations. Nous prévoyons notamment de créer 300 000 emplois agricoles pour instaurer une agriculture relocalisée, diversifiée et écologique. Nous travaillerons de manière acharnée au développement d'une activité économique qui réponde aux besoins des populations au plus près de leur lieu de vie et diminuerons ainsi également l'empreinte carbone de nos consommations. Nous prévoyons notamment de créer 300 000 emplois agricoles pour instaurer une agriculture relocalisée, diversifiée et écologique				Non, pas de contraintes mais des incitations.	Oui, ne s'agit pas tant d'imposer que de se concerter localement pour mettre en oeuvre des mesures cohérentes avec les ressources des territoires				

premiere circonscription				deuxieme circonscription								
<p>Patrice Maury "centre sans étiquette" Patrice Maury "centre sans étiquette"</p>	<p>Ghyslain Domenech Lutte Ouvrière Ghyslain Domenech Lutte Ouvrière</p>	<p>Éisa BOUGEARD, Sylvain LE GUILLOUX Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV BOUGEARD, Sylvain LE GUILLOUX Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV</p>	<p>sans réponse de : Aurélien Pradié - (LR) Rémi Branco - (gauche republicaine "dissident PS") Frédérique Sallinen (P Animaliste) Florent Stumm (republique souveraine) sans réponse de : Aurélien Pradié - (LR) Rémi Branco - (gauche republicaine "dissident PS") Frédérique Sallinen (P Animaliste) Florent Stumm (republique souveraine)</p>	<p>Non contacté : Ezdrine Couturier (ED) Monique Goussu (ED) Frédéric Gérard (SE) faute de coordonnées Non contacté : Ezdrine Couturier (ED) Monique Goussu (ED) Frédéric Gérard (SE) faute de coordonnées</p>	<p>Thierry GROSSEMY, Patricia GONTIER Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV Thierry GROSSEMY, Patricia GONTIER Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale FI, PS, Génération S, PCF et d'EELV</p>	<p>Marie-Michèle Viau Lutte Ouvrière Marie-Michèle Viau Lutte Ouvrière</p>	<p>Frédéric Barbier Damiette "liste citoyenne" Frédéric Barbier Damiette "liste citoyenne"</p>	<p>Roland Astoul "candidat libre et sans étiquette" Roland Astoul "candidat libre et sans étiquette"</p>	<p>Bruno Lucas Fédération de la Gauche républicaine et sociale, Radicaux de gauche, MRC, ... Bruno Lucas Fédération de la Gauche républicaine et sociale, Radicaux de gauche, MRC, ...</p>	<p>Alain Millard Candidat du POID (Parti Ouvrier Indépendant) Alain Millard, Candidat du POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique)</p>	<p>sans réponse de : Hugette Tiagna - LREM Christophe Proença -dissident PS sans réponse de : Hugette Tiagna - LREM Christophe Proença -dissident PS</p>	<p>Non contacté : Armelle le Gloannec (ED) Stanislas Salauze (ED) Louis Bontemps - (LR) non contacté faute de coordonnées Alexis Forestié ("gauche modérée" non contacté faute de coordonnées) Non contacté : Armelle le Gloannec (ED) Stanislas Salauze (ED) Louis Bontemps - (LR) non contacté faute de coordonnées Alexis Forestié ("gauche modérée" non contacté faute de coordonnées)</p>
<p>Oui, c'est un sujet primordial qui doit également faire consensus.</p>		<p>Nous voulons créer un pôle public de l'énergie incluant EDF et Engie renationalisés ainsi que des coopératives locales, refuser la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz ou encore stopper la privatisation des barrages hydroélectriques. Nous agissons pour développer un pool de ressources énergétiques au plus près des territoires et s'appuyant sur leurs caractéristiques spécifiques et nous sortons des logiques de rentabilité financière et de taille qui conduisent actuellement à des aberrations en ce qui concerne les champs de panneaux photovoltaïques ou d'éoliennes et à la massification industrielle de la méthanisation.</p>			<p>Nous voulons créer un pôle public de l'énergie incluant EDF et Engie renationalisés ainsi que des coopératives locales, refuser la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz ou encore stopper la privatisation des barrages hydroélectriques. Nous agissons pour développer un pool de ressources énergétiques au plus près des territoires et s'appuyant sur leurs caractéristiques spécifiques et nous sortons des logiques de rentabilité financière et de taille qui conduisent actuellement à des aberrations en ce qui concerne les champs de panneaux photovoltaïques ou d'éoliennes et à la massification industrielle de la méthanisation.</p>			<p>Oui, veiller tout particulièrement à ce que la règle qui impose à EDF de céder "à prix coûtant" 30% de sa production au privé, soit revue.</p>	<p>Oui, l'énergie doit effectivement relever d'un pôle public qui assure la souveraineté du pays et l'accès de tous à des services de qualité à coûts abordables</p>			
<p>non, des propositions peuvent être faites par les salariés comme les organisations syndicales dans le cadre de procédures de dialogue constructif. Ce sont des sujets stratégiques pour les entreprises et confidentiels, elles doivent à mon sens en conserver la maîtrise, des propositions peuvent être faites par les salariés comme les organisations syndicales dans le cadre de procédures de dialogue constructif. Ce sont des sujets stratégiques pour les entreprises et confidentiels, elles doivent à mon sens en conserver la maîtrise</p>		<p>Nous prévoyons d'établir de nouveaux droits d'interventions et de décisions des salariés dans les entreprises sur les conditions de travail, sur la gestion et sur les orientations stratégiques. Nous souhaitons véritablement reconnaître la citoyenneté dans l'entreprise et des droits nouveaux aux salariés. Entre autres, nous prévoyons aussi d'accorder aux comités d'entreprise (CSE) un droit de veto suspensif sur les plans de licenciements et de nouveaux droits de contrôle sur les finances de leur entreprise.</p>			<p>Nous prévoyons d'établir de nouveaux droits d'interventions et de décisions des salariés dans les entreprises sur les conditions de travail, sur la gestion et sur les orientations stratégiques. Nous souhaitons véritablement reconnaître la citoyenneté dans l'entreprise et des droits nouveaux aux salariés. Entre autres, nous prévoyons aussi d'accorder aux comités d'entreprise (CSE) un droit de veto suspensif sur les plans de licenciements et de nouveaux droits de contrôle sur les finances de leur entreprise.</p>			<p>Oui, dans la concertation.</p>	<p>Oui, non seulement en termes de recherche et développement mais aussi en termes d'investissements et de politique salariale</p>			
<p>non, ce projet me semble irréaliste, si des spécificités peuvent se justifier, c'est sur un concept d'équité qu'il faut se baser. Je souhaite proposer à partir de 62 ans et jusqu'à 65 ans, de travailler à temps partiel et de transmettre son savoir aux jeunes générations en sortant des obligations de production afin d'assurer un tutorat auprès des jeunes qui de plus, sont demandeurs. Partir à la retraite ne doit être ni brutal, ni synonyme d'isolement, il faut s'y préparer. Prendre le temps de transmettre son savoir aux jeunes générations est la plus belle des manières.</p>		<p>Notre programme indique de restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour toutes et tous après quarante années de cotisations avec une attention particulière pour les carrières longues, discontinues et les métiers pénibles. Nous rétablirons également les facteurs de pénibilités supprimés par Macron. Nous déconjugalisons le minimum vieillesse.</p>			<p>Notre programme indique de restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour toutes et tous après quarante années de cotisations avec une attention particulière pour les carrières longues, discontinues et les métiers pénibles. Nous rétablirons également les facteurs de pénibilités supprimés par Macron. Nous déconjugalisons le minimum vieillesse.</p>			<p>Non, où la retraite à 60 ans avec réfaction - statut quo 62 ans - départ possible avant si 167 trimestres acquis sans réfaction</p>	<p>Oui, à la retraite à 60ans avec 40 annuités et prise en compte de la pénibilité et la convergence des régimes spéciaux pour aboutir "par le haut" à un régime universel</p>			
<p>Non, à l'heure où nous manquons cruellement de main d'œuvre, cela me semble à contre-courant. Je suis favorable au maintien des 35 h avec défiscalisation des heures supplémentaires dans la limite des dispositions actuelles.</p>		<p>Nous voulons un partage plus équitable des richesses et du travail. « Travailler moins pour travailler tous ». Pour commencer nous prévoyons de rétablir l'effectivité de la durée légale à 35 heures, notamment par une majoration des heures supplémentaires. Nous prévoyons également une conférence sociale sur la réduction du temps de travail et la prise en compte de la pénibilité. Nous sommes pour une généralisation d'un passage à 32 heures par la négociation collective.</p>			<p>Nous voulons un partage plus équitable des richesses et du travail. « Travailler moins pour travailler tous ». Pour commencer nous prévoyons de rétablir l'effectivité de la durée légale à 35 heures, notamment par une majoration des heures supplémentaires. Nous prévoyons également une conférence sociale sur la réduction du temps de travail et la prise en compte de la pénibilité. Nous sommes pour une généralisation d'un passage à 32 heures par la négociation collective.</p>			<p>Non, utopique dans l'immédiat, nécessiterait une refonte de l'imputation des charges sociales.</p>	<p>Oui, dans le cadre de négociations par branches pour ne pas répéter les défauts des 35 heures.</p>	<p>Oui avec embauches correspondantes</p>		
<p>Pas de réponse sous forme de questionnaire. Pour un plan de revendications communes au monde du travail 2 000 euros net par mois minimum pour tous les salariés les chômeurs retraités et personnes handicapées Partage du travail entre tous sans perte de salaire - Diminution du temps de travail décidé par les salariés des entreprises/ commerces/services en fonction des besoins, Embauche de tous et partage du travail sans perte de salaire. Contrôle des comptes des entreprises services banques/ commerces par les travailleurs Contrôle des investissements par les travailleurs - Organisation par les travailleurs de la production Assemblée générale souveraine des travailleurs pour les décisions à prendre et mise en place de comités d'organisation des travailleurs élus aux Ag pour exécuter les décisions.</p>					<p>Pas de réponse sous forme de questionnaire. Pour un plan de revendications communes au monde du travail 2 000 euros net par mois minimum pour tous les salariés les chômeurs retraités et personnes handicapées Partage du travail entre tous sans perte de salaire - Diminution du temps de travail décidé par les salariés des entreprises/ commerces/services en fonction des besoins, Embauche de tous et partage du travail sans perte de salaire. Contrôle des comptes des entreprises services banques/ commerces par les travailleurs Contrôle des investissements par les travailleurs - Organisation par les travailleurs de la production Assemblée générale souveraine des travailleurs pour les décisions à prendre et mise en place de comités d'organisation des travailleurs élus aux Ag pour exécuter les décisions.</p>				<p>Pour toute une série de questions nous avons répondu simplement et favorablement par un oui car pour le POID et ses candidats il paraît évident qu'un gouvernement au service des travailleurs se devrait de satisfaire ces revendications.</p>			